

WEBMANAGERCENTER

L'Hebdo

www.webmanagercenter.com - Edition numérique - numéro 26

Stress Hydrique

WEBMANAGERCENTER

L'Hebdo - Edition numérique

ADRESSE :

Rue Lac Victoria-Rés. Flamingo les
Berges du Lac - Tunis

Tél. : (+216) 71 962 775 . 71 962 617 .
98 352 531 . 21 18 18 18 . 26 31 33 15
Fax : (+216) 71 962 429

Email : img@planet.tn
www.webmanagercenter.com

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Hechmi AMMAR

REDACTEURS EN CHEF

Amel BelHadj Ali
Talal Bahoury

REDACTION

Moncef Mahroug
Ali Driss
Khmaies krimi
Hamza Teboulbi
Ibtissem Najjar
Hajer Krimi
Amani ibrahimi
Sarrah Boudali
Samy Ben nasr
Aroua ben Zaied

INFOGRAPHIE

Hynd Gafsi

WEBMASTERS

Raja Bsaies
Walid Zaanouni

COMMERCIAL

Meryem Ben Nasr

ADMINISTRATION

Mohamed El Ayed

UNE SEMAINE

Du 25 Juin au 1^{er} Juillet 2018

Eau, stress hydrique, pénurie, gestion de l'eau, économie de l'eau... l'alerte maximum est donnée, l'avenir serait des plus inquiétants. "Les ressources en eau conventionnelles vont encore diminuer et se situer, à l'horizon 2030, à seulement 350 m³/par habitant et par an au lieu des 500 m³".

Des solutions, les experts proposent, les politiques hésitent encore ou suggèrent des mesures approximatives, des subventions pour encourager la collecte de l'eau des puits - Construisez des "Majel".

De l'autre côté, le climat de stress économique favorise la fuite des cerveaux. Selon les dernières statistiques fournies par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), 94.000 compétences tunisiennes ont migré à l'étranger pendant les six dernières années.

webmanagercenter.com

SOMMAIRE

N° 26 - Juin 2018



Face au stress hydrique, la Tunisie doit investir dans l'amélioration de la gestion de l'eau



Youssef Chahed : Nous devons généraliser les programmes de l'économie de l'eau



Il faut garantir un climat favorable à la rétention des compétences tunisiennes

A LA UNE

- Face au stress hydrique, la Tunisie doit investir dans l'amélioration de la gestion de l'eau
- Youssef Chahed: Nous devons généraliser les programmes de l'économie de l'eau
- Municipales : Et si la victoire des indépendants débouchait sur un grand mouvement citoyen?
- Il faut garantir un climat favorable à la rétention des compétences tunisiennes
- Enquête APII: Les avantages fiscaux ne stimulent pas l'investissement
- Evolution des prix de l'essence et du gasoil : Plus de 40% d'augmentation depuis 2010
- Khaled Kaddour justifie l'ajustement des prix des hydrocarbures
- Emplois à l'étranger : Stratégie en cinq points pour développer la diplomatie économique

DES CHIFFRES

- Tunisie: Près de 86% des entreprises allemandes jugent "bonne" ou "satisfaisante" la situation actuelle du pays
- Petrofac quitte la Tunisie et cède sa participation à Perenco
- Près de 48% des migrants résident dans le Grand Tunis
- Des chiffres records pour Tunisaïr pour la saison estivale 2018
- Une ligne de crédit de 1,250 milliard de dinars de la BM pour la Tunisie
- Le tourisme international réalise un bond de 6% (janvier-avril 2018)
- Seulement 26% des numéros verts en Tunisie sont opérationnels (enquête INC)

AFRIQUE

- Qu'est-ce qui bloque la percée des entreprises tunisiennes sur les marchés africains subsahariens?
- Les banques doivent contribuer à la création des conditions favorables à l'intégration économique africaine

ENTREPRISES

- Al Karama Holding présente les sept groupes financiers candidats pour l'acquisition des participations publiques dans le capital de la Banque Zitouna et de Zitouna Takaful

SECTEURS

- Youssef Chahed propose un pacte entre l'industrie tunisienne du médicament et le gouvernement

CULTURE

- Le langage du corps, une pratique universelle en expansion

OPINIONS

- Abderrahman Lahka: Le taux de réussite au Bac est étroitement lié au taux de pauvreté

POINTS CHAUDS

- Radhouane Ayara promet la lumière sur les soupçons de corruption sur l'acquisition de bus d'occasion par la SNTRI
- Tunisie: Ennahdha dénonce les "appels suspects" à l'annulation du pèlerinage
- L'Université de la Zitouna n'est pas d'accord avec les recommandations du rapport de la COLIBE
- Tunisie: Le rapport de la COLIBE "s'adapte aux conventions internationales", affirme Bochra Belhaj Hmida
- "La Tunisienne de développement numérique", un projet "destructeur", selon les agents publics des télécommunications
- Tunisie : Les syndicats révoltés à bloc contre les décisions du ministre des TIC
- Les pharmaciens privés menacent de faire grève contre les projets de loi sur le secteur de la pharmacie
- Tunisie: L'Organisation de défense du consommateur dénonce l'augmentation des prix des carburants

PLUS

- Points chauds
- Des Chiffres
- Nominations
- Distinctions
- Actualité
- Agenda
- A suivre

Face au **stress hydrique**, la Tunisie doit investir dans l'amélioration de la gestion de l'eau



SECTEURS

Médias: Le gouvernement n'a pas respecté ses engagements en faveur des la presse

Le CERT à la recherche d'un système d'identification de mobiles

Le CEPEX organise des Road shows à l'intention des exportateurs tunisiens sur les opportunités d'affaires en RD Congo

La population tunisienne, avec 467 m³ d'eau par personne et par an, est en dessous du seuil de pauvreté ou stress hydrique, estimé à 500 m³ par personne et par an. Les ressources en eau conventionnelles vont encore diminuer et se situer, à l'horizon 2030, à seulement 350 m³/par habitant et par an.

La situation devient alarmante et n'est pas sans répercussion sur la croissance économique et le développement humain dans un pays déjà exposé à d'autres problèmes socio-économiques et aussi à des défis climatiques. C'est ce qu'estiment des experts et des responsables chargés des ressources en eau, réunis mercredi 27 juin à Tunis, à l'occasion du 4^{ème} forum économique de l'IACE "Tunisia Economic Forum" (27 juin 2018).

Ainsi, l'experte en gestion des ressources en eau, Raoudha Gafrej, a mis en garde contre la rareté des ressources en eau et contre la détérioration des infrastructures de l'eau en Tunisie, qui engendre le gaspillage des ressources déjà rares.

"Il y a aujourd'hui un risque réel d'une

détérioration plus durable de l'infrastructure de l'eau et de l'assainissement, comme l'atteste la dégradation des indicateurs de performance de la SONEDE et de l'ONAS, aggravés par la situation du pays post-révolution (fuites et pertes de l'eau, casse, coupure d'eau, eau usée épurée non conforme aux normes...)", a expliqué la spécialiste en gestion des ressources en eau.

Des pistes pour pallier la mauvaise gestion...

Pour faire face à cette situation, Gafrej appelle à l'utilisation de technologies d'économie d'eau, à créer des synergies et une cohérence entre les agendas politiques et les agendas des changements climatiques et ceux de l'eau de différents usages.

D'après elle, il faut aussi réviser la tarification de l'eau et la politique agricole en général, d'autant plus que 83% des ressources utilisées sont destinées à l'agriculture et seulement 17% sont destinées à l'eau potable, selon la SONEDE.

"Il faut investir pour les 10 prochaines années pour garantir une gestion rigoureuse de l'eau à travers la modernisation et l'entretien de l'infrastructure des périmètres irrigués",

recommande Gafrej, qui plaide en faveur de la mise en œuvre d'une politique d'amélioration de la qualité des eaux traitées pour encourager leur utilisation en vue de pallier la pénurie des ressources conventionnelles.

Par ailleurs, le président directeur général de la SONEDE, Mosbah Helali, a mis l'accent sur la nécessité d'assurer une gestion globale de l'eau par le renforcement des transferts d'eau (nord-nord et centre-nord), l'amélioration de la performance des réseaux d'eau et la gestion intelligente des ressources en eau aussi bien au niveau de l'offre qu'au niveau de la demande.

Il précisera que 86% des ressources en eau de bonne qualité sont localisées dans le nord du pays.

Selon une étude sur les politiques économiques et la contrainte des ressources rares en Tunisie, élaborée par l'Institut arabe des chefs d'entreprises (IACE) et présentée à "Tunisia Economic Forum", un effort additionnel en termes de valorisation des ressources en eau en Tunisie permettrait de réaliser une valeur ajoutée estimée à 3,8 milliards de dinars et une économie d'eau de l'ordre de 429 millions de m³.

L'étude a aussi montré que les politiques sectorielles et les négociations avec l'UE dans le cadre de l'accord ALECA devraient tenir en compte de la rareté des ressources en eau.

La Tunisie doit gérer la rareté des ressources en eau au niveau de l'offre et la demande et doit ainsi opter pour la réaffectation des ressources et leur valorisation.

Intervenant à l'ouverture du forum, dédié

cette année à la contrainte des ressources rares en Tunisie, le président de l'IACE, Taieb Bayahi, a indiqué que "la rareté des ressources en eau est désormais une problématique à la fois urgente et brûlante pour l'économie du pays, surtout dans un contexte de transition politique économique et sociale particulièrement difficile".

"Il est nécessaire de transformer ces difficultés en opportunités pour donner à la Tunisie un nouvel élan d'une croissance soutenue durable et irréversibles mais aussi et surtout inclusive, équilibrée, juste et profitable à tous", estime Bayahi.

En effet, de nombreuses études ont évoqué la rareté des ressources en eau, dont une intitulée "Pauvreté et crise hydrique en Méditerranée".

Cette étude a montré que la Tunisie, comme la Jordanie, la Libye, Malte, les Territoires palestiniens ont en commun une situation de pauvreté hydrique (500 m³ par habitant et par an).

"La crise hydrique qui touche la rive sud de ce bassin est le résultat de mauvaises politiques et de faiblesses institutionnelles qui pénalisent en premier lieu les couches les plus pauvres de la population", indique l'étude qui évoque aussi des obstacles d'ordre financier, social et environnemental.

Selon l'Organisation des Nations unies (ONU), la consommation d'eau a augmenté plus de deux fois plus rapidement que la population au cours du siècle dernier. Il y a cependant suffisamment d'eau douce sur la planète, mais sa répartition est inégale et trop d'eau est gâchée, polluée et gérée de façon non durable, estime l'ONU.

[Lire sur le web : Cliquez-ICI](#)



Attijari bank récompense des élèves à Saouaf et à Takelsa

Youssef Chahed :

Nous devons généraliser les programmes de l'économie de l'eau



Le chef du gouvernement, Youssef Chahed, a souligné l'importance de généraliser les programmes de l'économie de l'eau et de rationaliser son exploitation afin de satisfaire les besoins du pays à long terme, à l'heure où l'eau devient une source de plus en plus rare.

A l'ouverture du forum économique sur "les politiques économique et les défis de la rareté des ressources", organisé par l'IACE, il a affirmé que les efforts sont focalisés sur la maîtrise de la demande, de la consommation et de l'économie de l'eau dans les différents secteurs (social et économique), à travers l'exécution du programme national visant à renforcer la rentabilité des réseaux de l'eau et à améliorer les indicateurs de l'exploitation ainsi que les services et l'économie de l'eau auprès des grands consommateurs.

La Tunisie connaît une pression sur les ressources hydriques, sachant que la moyenne de l'eau disponible s'élève à 467 m³ par habitant et par an alors que le seuil est à l'échelle mondiale de 1000 m³ d'eau par an et par individu.

Chahed estime , que la pénurie de

ressources hydriques se présente comme l'un des plus importants défis auquel font face le développement agricole et la sécurité alimentaire en Tunisie. Il a ajouté, dans le même contexte, que la disponibilité en eau est un critère essentiel pour réaliser le développement durable, face à la multiplication des phénomènes climatiques, dont la sécheresse et les inondations.

"Bien que la Tunisie ait réussi à réaliser des taux importants en matière de raccordement de la population au réseau de l'eau potable (100% dans le milieu urbain et 97,7% en milieu rural), nous souffrons toujours d'une disparité entre les régions", a-t-il noté, ajoutant que ce taux ne dépasse pas les 92,4% dans les gouvernorats du nord ouest, en raison de la pénurie des eaux profondes à l'échelle locale.

Le chef du gouvernement a rappelé les projets qui ont été lancés par le gouvernement pour faire face à ces disparités, notamment la stratégie du secteur de l'eau à l'horizon 2030, laquelle se base sur la valorisation des ressources non conventionnelles, dont les eaux usées traitées et les eaux dessalées, ainsi que la protection des eaux de la pollution.

L'industrie du textile doit prendre en considération la rareté des ressources en eau en Tunisie

La stratégie de l'eau 2050 adoptera une nouvelle approche

Bouffée d'oxygène pour la Tunisie... venue de la Banque mondiale

[Lire sur le web : Cliquez-ICI](#)

Tunisie – Municipales :

Et si la victoire des indépendants débouchait sur un grand mouvement citoyen?

Par : Abou Sarra

En dépit de la grisaille politique, de la précarité économique extrême et des incertitudes qui prévalent dans le pays, des lueurs d'espoir se manifestent, de temps en temps, et nous remontent, un tant soit peu, le moral.

Parmi les événements réconfortants figure en bonne place l'élection de deux maires indépendants à la tête de deux grandes villes du Grand Tunis. Il s'agit de l'ancien constituant Fadhel Moussa qui vient d'être élu président du tout nouveau Conseil municipal de l'Ariana, et du médecin Slim Meherzi, élu maire de La Marsa.

Têtes de listes «Al Afdhel» à l'Ariana et «La Marsa change... avec nous tous», les deux nouveaux maires avaient coiffé, lors des récentes municipales (6 mai 2018), les listes des partis Nidaa Tounès et Ennahdha, qui étaient pourtant puissamment implantés dans ces deux villes.

Pour mémoire, le président d'honneur de Nidaa Tounès, Béji Caïd Essebsi, avant de s'installer au Palais de Carthage, habitait La Soukra (périphérie-ouest de La Marsa), tandis que Rached Ghannouchi réside, depuis son retour au pays en 2011, à Ryadh El Andalous (périphérie nord de l'Ariana).

Vaincre le tandem Nidaa Tounès-Ennahdha n'est plus impossible

Cela pour dire que pour un exploit, c'en est vraiment un. En dépit du fait que les cabinets de sondage ne l'aient pas vu venir, du moins lors des premiers résultats des municipales, cette percée spectaculaire des listes indépendantes qui ont remporté le tiers des sièges, viennent prouver que la suprématie sur le terrain des machines électorales du duo Nidaa Tounès-Ennahdha n'est plus une fatalité et qu'on peut le vaincre sur son propre terrain pour peu que les projets de société proposés répondent aux véritables attentes des citoyens.

Ainsi, contrairement aux programmes



surdimensionnés des mafias politico-financière et politico-religieuse des partis au pouvoir, perçus de plus en plus comme les maîtres des «passe-droits» et du «deux poids, deux mesures», ceux des listes indépendantes avaient proposé, lors de la campagne, des projets de proximité facilement réalisables et collant au quotidien des gens.

A titre indicatif, la liste citoyenne indépendante de Slim Meherzi à La Marsa avait promis dans son programme de concentrer son énergie sur la mise en place de centres d'artisanat et de petits métiers dans plusieurs quartiers, d'un centre de conseil et d'accompagnement à la création d'emploi et d'une plateforme virtuelle pour mettre en contact entrepreneurs locaux et jeunes diplômés.

La même liste avait également promis d'aménager des espaces verts dans tous les quartiers de la ville, de réviser le plan de la circulation et de publier un guide de référence de la ville (question de mieux s'y retrouver).

Après sa victoire, Slim Meherzi a été édifiant à ce sujet. Il a déclaré à la presse

: «Nous avons été élus pour gérer le quotidien des gens, faisons-le bien pour commencer. On sera vite exposé à un bilan».

Les indépendants sont ambitieux

Abstraction faite de la victoire légitime de ces deux maires indépendants, il faut reconnaître que l'émergence d'une élite politique «outsider» émanant de la frange la plus engagée de la société civile constitue un tournant politique pacifique majeur dans le pays. Elle anticipe sur la création d'un mouvement politique nationaliste qui pourrait chambouler le paysage politique dans le pays et accélérer la fin de cette coalition contrenature entre un Nidaa Tounès -qui devait en principe protéger un Etat civil- et Ennahdha -parti religieux se réclamant de l'islam politique. Car ce désaveu pour les partis au pouvoir pourrait s'aggraver lors des élections générales, prévues en principe, pour 2019.

D'ailleurs, les deux nouveaux maires indépendants précités en sont conscients. Dans des déclarations faites en public, ils transcendent le local pour parler de projets de coordination entre les indépendants du pays et la tenue régulière «d'Etats généraux», du moins comme le propose Slim Meherzi. Fadhel Moussa va jusqu'à parler de restructuration du paysage politique par le local, laquelle restructuration pourrait déboucher, selon ses termes, sur «un grand mouvement citoyen».

Lire sur le web : [Cliquez-ICI](#)

Il faut garantir un climat favorable à la rétention des compétences tunisiennes



De son côté, Mohamed Chaabouni, membre du bureau exécutif de l'IACE, a déclaré que les dernières statistiques fournies par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ont montré que 94.000 compétences tunisiennes ont migré à l'étranger pendant les six dernières années. Cette situation exige, a-t-il estimé, la mise en place de nouveaux mécanismes pour la rétention de cette catégorie en Tunisie.

Les entreprises tunisiennes doivent fournir des conditions de travail adéquates afin de retenir les compétences tunisiennes tout en leur ouvrant de nouvelles perspectives professionnelles, a-t-il dit.

La migration des compétences tunisiennes travaillant dans le secteur de la santé connaît, d'après Ghazi Darghouth, PDG de l'Institut des métiers de la santé, une évolution continue.

45% de médecins inscrits à l'ordre des médecins ont quitté le pays, a-t-il dit, faisant savoir que ce taux s'élevait à 5% seulement au cours des dernières années.

Il a appelé, dans ce cadre, à la nécessité de l'élaboration d'une stratégie nationale permettant de mettre fin à la migration des compétences tunisiennes notamment dans le secteur de la santé.

Ce forum vise à élaborer des mécanismes susceptibles d'attirer les compétences tunisiennes à l'étranger et la réintégrer dans les entreprises tunisiennes. Il a été organisé à partir du projet Toumouh, lancé par l'institut arabe des chefs d'entreprises depuis une année et demie.

Trois centres baptisés Toumouh ont été créés dans le cadre de ce projet dans les régions de Kairouan, Sidi Bouzid et Gafsa. Ces centres assurent une formation gratuite aux jeunes compétences en les encadrant et les accompagnant à adapter leurs compétences aux besoins du marché de l'emploi.

Le ministre de la Formation professionnelle et de l'Emploi, Faouzi Abderrahmane, a appelé, jeudi 28 courant, les chefs d'entreprise à garantir un climat favorable pour retenir les compétences tunisiennes.

Les entreprises doivent élaborer des stratégies de gestion des ressources humaines adaptées aux exigences actuelles et fondées sur l'innovation et la création, a insisté le ministre lors de la première édition du forum de l'emploi tenu à l'initiative de l'institut arabe des chefs d'entreprises (IACE).

Les compétences tunisiennes à l'étranger sont aux alentours de 100 mille tunisiens, a-t-il fait savoir, signalant que le ministère de la formation professionnelle et de l'emploi a conclu des accords bilatéraux sur la migration régulière avec plusieurs pays, notamment du Golfe.

Le Qatar emploie cinq mille Tunisiens par an, alors que la France offre 9.200 postes d'emploi par an dans des spécialités diverses, a-t-il précisé.

**1,250
milliard**

**Une ligne de
crédit de 1,250
milliard de dinars
de la BM pour la
Tunisie**

Lire sur le web : [Cliquez-ICI](#)

Enquête APII :

Les avantages fiscaux ne stimulent pas l'investissement

Les avantages fiscaux octroyés par l'Etat aux entreprises industrielles ne représentent aucun stimulant pour l'investissement. C'est en tout cas ce qu'affirment la plupart des chefs d'entreprise sondés dans le cadre d'une enquête. C'est le directeur général de l'Agence de promotion de l'industrie et de l'innovation (APII), Samir Bechouel, qui l'a souligné lors d'une conférence organisée jeudi 28 juin à l'APII, sur "les avantages, entre l'ambition et l'acquis".

Les avantages fiscaux arrivent en quatrième position sur la liste des incitations à l'investissement au profit des chefs d'entreprise, selon un sondage d'opinion réalisé par l'APII, en se basant sur un échantillon de 400 entreprises sur un total de 5.000 opérant dans le secteur.

Ce sont l'environnement et le climat d'affaires selon les régions et le tissu des services disponible qui sont plébiscités par les chefs d'entreprise qu'ils placent en tête de liste des priorités incitant à l'investissement.

Le gouvernement accorde chaque année des avantages fiscaux d'une valeur de 1 milliard de dinars aux investisseurs privés alors que le volume de l'investissement ne dépasse pas 25% du PIB.

Le premier vice-président de l'Ordre des experts-comptables (OEC), Imed Lourimi, estime nécessaire de mettre en place un code général de la fiscalité pour remédier à la problématique de la dispersion des textes et des mesures organisant les avantages fiscaux qui sont éparpillés entre les lois des finances annuelles et complémentaires et la loi sur l'investissement.

Par ailleurs, il assure que si le nombre des investisseurs en Tunisie diminue, c'est à cause de la lenteur des procédures administratives,



appelant à contrôler les avantages fiscaux, en les limitant aux entreprises engagées dans la sécurité de leurs transactions fiscales.

La chargée de la direction générale des études et des législations au ministère des Finances, Asma Messaoudi, a affirmé que les orientations générales du système des avantages fiscaux visent à simplifier les procédures et les rationaliser, soulignant qu'ils sont attribués aux entreprises selon le principe de discrimination positive entre les régions.

La réforme fiscale repose, selon elle, sur l'orientation du système vers les zones de développement régional, l'appui au secteur agricole et aux nouveaux investisseurs, dans le cadre de la déduction totale ou partielle des impôts selon les zones, où ils s'installent.

La Tunisie sortira sur le marché financier international au moment opportun

Une étude de la BM présente le potentiel de développement des régions en Tunisie

Réforme de l'éducation: L'appel de Salem Ben Salem à l'adhésion de tous les acteurs

[Lire sur le web : Cliquez-ICI](#)

Evolution des prix de l'essence et du gasoil :

Plus de **40%** d'augmentation depuis 2010

Evolution des prix du carburant en Tunisie (2010-2018)							
	déc-10	déc-17	janv-18	avr-18	juin-18	Evolution 6mois 2018	Evolution 12/2010- 06/2018
Essence super sans plomb	1,370	1,750	1,800	1,850	1,925	+10,00%	+40,51%
Gasoil super	1,010	1,510	1,560	1,610	1,685	+11,59%	+66,83%
Gasoil	1,000	1,230	1,280	1,330	1,405	+14,23%	+40,50%

Trois augmentations de prix du carburant ont été enregistrées en Tunisie en à peine 6 mois, ces augmentations ont concernés aussi bien l'essence super sans plomb que le Gasoil.

En six mois les prix des produits pétroliers ont augmentés de:

- Super sans plomb : +10%
- Gasoil super : +11,59%
- Gasoil : +14,23%

Evolution des prix depuis décembre 2010:

- Super sans plomb : +40,51%
- Gasoil super : +66,83%
- Gasoil : +40,50%

Le budget pour l'année 2018 avait basé ses calculs, notamment, sur la base d'un prix du baril à 54\$, à ce jour le Brent est affiché à près de 75\$ le baril, soit une augmentation par rapport au prix estimé de 39%.

[Lire sur le web : Cliquez-ICI](#)

Khaled Kaddour justifie l'ajustement des prix des hydrocarbures

“ L'Etat est obligé d'ajuster les prix de vente de certains produits pétroliers en fonction de l'importante hausse des prix des hydrocarbures sur le marché international, et aussi sur la base du mécanisme d'ajustement automatique des prix de ces produits, décidé depuis 2008 et entré en vigueur en 2016”.

C'est ce qu'a déclaré, mardi 26 juin 2018, le ministre de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables, Khaled Kaddour, lors d'une rencontre avec des journalistes, au palais du gouvernement à la Kasbah.

Il a précisé que l'application de ce mécanisme impose un ajustement tous les trois mois ou même moins, soit à la hausse ou à la baisse, des prix de vente des produits pétroliers, moyennant un taux qui ne dépasse cependant pas 5%.

“L'Etat supporte une subvention très lourde des produits pétroliers”, a-t-il dit, faisant remarquer qu'après la dernière augmentation des prix de vente des hydrocarbures (une hausse de 75 millimes la litre), un litre d'essence est subventionné à hauteur de 290 millimes, et celui de gasoil ou “mazout” de 330 millimes par litre.

Rappelons que le ministère de l'Energie avait surpris tout le monde, vendredi 22 juin 2018, en annonçant une augmentation de 75 millimes par litre, suite à la hausse continue des prix de pétrole et de ses dérivés.

Le prix de pétrole au cours du 2ème trimestre 2018 a atteint environ 75 dollars le baril.

D'après Khaled Kaddour, les répercussions financières des trois augmentations des prix des hydrocarbures



(décembre 2017, mars et juin 2018) frôlent les 430 millions de dinars (MDT), et la subvention consacrée aux hydrocarbures sera de l'ordre de 4 milliards de dinars.

Suite au glissement du dinar, chaque augmentation de 1 dollar coûte à l'Etat 120 millions de dollars. Ainsi, chaque baisse de la valeur du dinar de 10 millimes du dinar engendre un déficit de 30 millions de dinars, a expliqué le ministre de l'Energie.

La valeur de la subvention a été fixée à 2,5% du PIB, soit environ 2,7 milliards de dinars, dans l'objectif de préserver les équilibres du budget de l'Etat, a ajouté le ministre.

Toutefois, promet-il, l'Etat va poursuivre son appui aux catégories démunies, en préservant la même tarification de la bouteille du gaz domestique, et en continuant à subventionner les 2/3 de sa valeur, pour les familles qui consomment moins de 100 mégawatts d'électricité par moi.

Le ministre souligne que l'Etat opte,

désormais, pour la subvention des énergies renouvelables au lieu des hydrocarbures, en tant que solution efficace pour réduire la consommation du pétrole.

C'est dans cette optique que le conseil ministériel tenu en mai 2018 a décidé des mesures pour réduire la facture énergétique des familles bénéficiant d'une grande part de la subvention de l'Etat et dont le nombre s'élève à 1,2 million de familles.

Il s'agit de remplacer les anciens réfrigérateurs par de nouveaux économes en énergie, et d'instaurer des panneaux solaires photovoltaïques aux familles ayant une consommation réduite d'électricité, ainsi qu'encourager les municipalités, les établissements publics et les mosquées à maîtriser leur consommation d'énergie.

S'agissant de la production de phosphate, il a indiqué que la Compagnie des phosphates de Gafsa (CPG) a enregistré une grande amélioration par rapport à 2017, avec une production quotidienne de 14.000 tonnes.

Emplois à l'étranger :

Stratégie en cinq points pour développer la diplomatie économique

Par : Abou Sarra

Il n'est nul besoin d'être un expert en une quelconque discipline pour identifier des offres d'emplois dans le monde. Il suffit de zapper sur le net pour se rendre compte que pratiquement tous les pays industrialisés en offrent. Deux principales conditions sont exigées : la qualification de cette main-d'œuvre et son adaptation aux besoins exprimés.

Toutes les spécialités sont demandées. C'est particulièrement le cas du Canada qui reçoit, chaque année, plusieurs centaines des milliers de travailleurs émigrés qualifiés. C'est le cas des pays de l'Union européenne dont les besoins en main-d'œuvre sont estimés à 2 millions de personnes. Des centaines de milliers d'offres d'emplois sont également formulées par d'autres pays comme la Nouvelle Zélande, l'Australie, le Japon, la Suisse....



Lorsqu'on sait que la Tunisie compte plus de 600.000 chômeurs dont plus de 250.000 sont des diplômés, on ne peut pas s'interdire de s'interroger sur le désintérêt et l'incapacité de notre diplomatie économique d'exploiter ce filon pour négocier avec les pays demandeurs une émigration organisée.

Interpellé par des "experts" hyper-médiatisés sur ce sujet, le secrétariat d'Etat chargé de ce dossier, tout autant que les autres départements concernés (Affaires sociales et Formation professionnelle) n'ont pas daigné apporter des réponses convaincantes...

Pourtant, ce que ces experts leur demandent

est très simple. Il s'agit de répertorier par spécialité, dans une base de données centrale, tous les demandeurs d'emplois en Tunisie et d'assurer aux non qualifiés d'entre eux de nouvelles formations professionnelles de trois à six mois pour les adapter aux profils exigés à l'international.

Il semble que le mal dans la structure chargée de la diplomatie économique ait besoin de temps pour s'adapter à ces nouvelles exigences.

La diplomatie économique a besoin d'une vision

Le Centre international Hédi Noura de perspectives et d'études sur le développement

4 millions

Des chiffres records pour Tunisiair pour la saison estivale 2018

A SUIVRE

Bientôt un appel d'offres pour la réhabilitation des voies ferrées tunisiennes

Tunisair reliera Tozeur-Lyon en octobre avec d'importantes pertes attendues

Un quartier d'affaires et de technologies aux Berges du Lac

L'hydrocarbure "Premium" commercialisé en Tunisie, dès le 1er juillet 2018 (ministre de l'Energie)

s'est penché sur ce dossier et est allé plus loin que cette recommandation générale des experts. Il propose, dans le cadre d'un rapport sur «le redressement économique 2018-2019» auquel ont contribué 17 experts multidisciplinaires, une stratégie en cinq points pour booster la diplomatie économique en Tunisie et pour la professionnaliser.

Le premier point consiste en la création, en urgence, d'un Conseil supérieur de la diplomatie économique. Cette structure est appelée à arrêter une vision dans ce domaine et de tracer une feuille de route pour la diplomatie tunisienne et l'ensemble des représentations tunisiennes (ambassades, consulats, structures d'appui diverses...).

Ce conseil aura également à évaluer en permanence le rendement de ces structures et décidera des réaménagements à y apporter.

Faire de l'ambassade un think tank

Le second point se propose de faire de l'ambassade «un think tank» au service de la coopération technique et un coordinateur-animateur de l'ensemble des services extérieurs.

Il s'agit aussi de conférer un nouveau profil au chef de poste diplomatique et de repenser la Conférence annuelle des ambassadeurs notamment, en l'organisant sur une base régionale et en adoptant une approche basée sur les résultats.

A titre indicatif, le rapport suggère la mise en place d'une sous-stratégie diplomatique dédiée à l'Afrique (coopération technique, transport, redéploiement des banques tunisiennes dans cette zone...).

Le troisième point met l'accent sur l'intérêt

qu'il y a pour la Tunisie de développer les services d'intelligence économique, un segment sur lequel la Tunisie demeure absente.

Le quatrième point recommande un partenariat plus efficace entre le ministère des Affaires étrangères et les ambassades et le patronat. Objectif : donner la place qu'il faut au secteur privé dans la diplomatie économique.

L'enjeu du lobbying

Le cinquième et dernier point de cette stratégie porte sur l'enjeu de mettre en place un réseau de lobbying et l'exploitation de l'argumentaire démocratique : la Tunisie démocratie naissante, premier pays du printemps arabe, transition politique sans heurts...).

Le rapport note à ce propos : «Partout dans le monde, aujourd'hui, l'influence s'exerce en partie en dehors des cercles diplomatiques officiels et il faut reconnaître à ce niveau que la Tunisie a de moins en moins de relais à l'extérieur depuis le démantèlement de l'ATCE et de réseaux informels, tel que le «Cercle des amis de la Tunisie».

Toujours au rayon du lobbying, le rapport suggère à la Tunisie de s'adjoindre les services spécialisés dans la communication et le lobbying.

Par-delà cette stratégie du Centre international Hédi Nouira, la Tunisie, confrontée à une récession économique sans précédent, a tout intérêt à actionner, en toute urgence, le levier de la diplomatie économique aux fins de placer une bonne partie de ses chômeurs, de mobiliser de nouveaux investissements directs étrangers et de disposer de relais de lobbying dans les centres de décision internationaux.

Lire sur le web : [Cliquez-ICI](#)



Le triomphe du dialogue social au sein de Tunisie Telecom

Abderrahman Lahka :

Le taux de réussite au Bac est étroitement lié au taux de pauvreté

Jendouba, Tataouine et Kasserine ont obtenu les taux de réussite dans la session principale du baccalauréat 2018 les plus faibles (entre 20,68% et 21,74%) alors que les plus forts taux ont été enregistrés à Sfax 1 et 2, à l'Ariana et à Monastir (entre 55,88% et 44,55%) ce qui démontre un écart entre les régions intérieures et celles côtières.

Selon la liste de classement des régions par rapport aux taux de réussite au baccalauréat publiée par le ministère de l'éducation sur sa page officielle, les taux dans les régions intérieures sont inférieurs au niveau national qui se situe à 30% environ.

Cet écart a suscité les critiques de l'opinion publique puisque plusieurs personnes ont estimé que la raison principale de cette situation est la non application par le gouvernement de la discrimination positive telle que mentionnée dans la Constitution, notamment en ce qui concerne l'enseignement...

Selon le professeur en économie quantitative, Abderrahman Lahka, il existe un rapport étroit entre le taux de réussite au baccalauréat et le taux de pauvreté.

"Dans les régions où le taux de pauvreté est fort, le taux de réussite est généralement faible", a-t-il dit dans une déclaration à l'agence TAP.

Cependant, on a envie de poser la question à Lahka si cette affirmation est valable partout dans le monde. D'ailleurs, dès lors, on peut se demander pourquoi



ce ne sont pas les enfants des familles riches qui réussissent le plus au bac.

D'après lui, en tout cas, les conditions sociales des familles tunisiennes impactent directement sur la réussite de leurs enfants puisque l'enseignement en Tunisie, même s'il est gratuit, devient coûteux compte tenu de la cherté des cours particuliers dont la majorité ne peut plus s'en passer.

L'intervenant a ajouté que le taux de réussite au baccalauréat à Kasserine s'est situé cette année à 21,74% alors que le taux de pauvreté dans cette même région est de 32,8%.

Au Kef, le taux de réussite de 23,16% alors que le taux de pauvreté dépasse les 34%.

En revanche dans les régions comme

Sfax et Monastir, qui sont en tête du classement au niveau du taux de réussite au baccalauréat, le taux de pauvreté n'a pas dépassé les 5,8% à Sfax et 8,3% à Monastir, et ce selon les chiffres de l'Institut national de la statistique (INS).

A rappeler que le chef du gouvernement, Youssef Chahed, a décidé le 19 juin dernier d'octroyer une bourse de 500 dinars aux nouveaux bacheliers 2018 issus des milieux défavorisés afin de permettre à leurs familles de faire face aux frais de la rentrée universitaire.

Dans le cadre de cette politique de discrimination positive, Chahed a également ordonné qu'on réserve 8% des places des filières de la médecine et de l'ingénierie aux bacheliers des régions intérieures, lors des orientations universitaires 2018/2019.

Lire sur le web : [Cliquez-ICI](#)

POINTS CHAUDS



Le rapport de la COLIBE “s’adapte aux conventions internationales”, affirme Bochra Belhaj Hmida

Le rapport de la Commission des libertés individuelles et de l'égalité (COLIBE) s'adapte aux conventions ...

Lire sur le web : [Cliquez-ICI](#)



“La Tunisienne de développement numérique”, un projet “destructeur”, selon les agents publics des télécommunications

Lire sur le web : [Cliquez-ICI](#)



Les syndicats révoltés à bloc contre les décisions du ministre des TIC

Jeudi 5 juillet 2018, les syndicats publics des télécommunications et des services postiers tiendront un sit-in devant le Théâtre national. ...

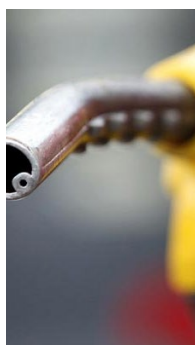
Lire sur le web : [Cliquez-ICI](#)



Les pharmaciens privés menacent de faire grève contre les projets de loi sur le secteur de la pharmacie

Le Syndicat tunisien des propriétaires de pharmacies privées a décidé, à ...

Lire sur le web : [Cliquez-ICI](#)



L'Organisation de défense du consommateur dénonce l'augmentation des prix des carburants

L'Organisation de défense du consommateur (ODC) fait part de sa préoccupation quant à la décision ...

Lire sur le web : [Cliquez-ICI](#)



Radhouane Ayara promet la lumière sur les soupçons de corruption sur l'acquisition de bus d'occasion par la SNTRI

Le ministre du Transport, Radhouane Ayara, a affirmé, lors d'une séance ...

Lire sur le web : [Cliquez-ICI](#)



Ennahdha dénonce les “appels suspects” à l'annulation du pèlerinage

Le mouvement Ennahdha a fustigé les appels “suspects” invitant “les Tunisiens à ne pas accomplir le rite du pèlerinage, à l'annuler et à décréter une Fatwa ...

Lire sur le web : [Cliquez-ICI](#)



L'Université de la Zitouna n'est pas d'accord avec les recommandations du rapport de la COLIBE

L'Université de la Zitouna assure d'assumer aucune responsabilité scientifique ni morale concernant le ...

Lire sur le web : [Cliquez-ICI](#)

Tunisie :

Près de 86% des entreprises allemandes jugent “bonne” ou “satisfaisante” la situation actuelle du pays

L'AHK Tunisie a dévoilé son enquête annuelle sur les entreprises allemandes en Tunisie, intitulée «Les entreprises allemandes en Tunisie: situation et perspectives 2017/2018» sur l'état des lieux de ces entreprises en 2017 ainsi que leurs perspectives pour 2018.



Cette enquête a fait ressortir des chiffres révélateurs et encourageants pour le business germanique en Tunisie.

D'une manière générale, il ressort de cette enquête que le taux des entreprises allemandes opérant en Tunisie qui considèrent leur situation actuelle comme “bonne” ou “satisfaisante” s'élève à 85,7%.

Les chiffres enregistrés en 2017 confirment d'ailleurs cette tendance positive. En effet, on enregistre par exemple la meilleure prévision en chiffre d'affaires depuis la révolution. 60% des entreprises ont augmenté leur chiffre d'affaires en 2017 et 53% d'entre elles envisagent de l'améliorer en 2018.

En termes de prévisions d'investissements, 54,6% des entreprises allemandes -tous secteurs confondus- comptent les augmenter également au courant de 2018, notamment pour le secteur électrotechnique qui se distingue avec un taux de 70,6% d'intentions d'investissement.

Concernant les effectifs, 45,3% des entreprises sondées tous secteurs confondus ont augmenté leurs effectifs et 53% prévoient de le faire en 2018.

Par ailleurs, parmi les atouts dont dispose la Tunisie, 81,6% des sociétés sondées citent la proximité géographique par rapport à l'Europe, 51% optent pour les coûts de production compétitifs et 51% aussi pour l'évolution du taux de change.

Néanmoins, certains handicaps, pouvant entraver le développement des sociétés allemandes sondées durant 2018, ont été énumérés. Le manque de stabilité sociale (56,2%) et politique (54,1%) viennent en tête des freins appréhendés, suivis de la rigidité administrative avec 48%.

En ce qui concerne les difficultés rencontrées avec les autorités publiques tunisiennes, la douane représente largement l'obstacle le plus contraignant pour les sociétés allemandes.

Il est important de noter par ailleurs que la conjoncture globale de la Tunisie souffre depuis quelques années de déclin et présente des signes de difficultés. En effet en 2017, le taux de croissance n'a pas dépassé 1,9% et le taux d'inflation a grimpé à 5,3%. Les sociétés allemandes opérant en Tunisie ont pourtant résisté en réalisant des indicateurs positifs. Toutefois, leur expansion et l'affluence de nouveaux investisseurs sont entravées par la situation dans le pays et restent tributaires de l'instauration de réformes urgentes et l'amélioration de la conjoncture économique en Tunisie.

Les résultats de l'enquête, avec tous ses détails sont disponibles sur le site web de l'AHK Tunisie.

A propos de l'AHK Tunisie :

L'AHK Tunisie appartient au réseau des Chambres de Commerce allemandes à l'étranger (AHK) avec 140 Chambres et délégations représentées dans 92 pays. Fondée en 1979, elle propose un soutien aux entreprises dans leurs activités internationales et renforce les relations économiques tuniso-allemandes. L'AHK Tunisie est le premier réseau tuniso-allemand avec 850 entreprises membres.

[Lire sur le web : Cliquez-ICI](#)

Petrofac quitte la Tunisie et cède sa participation à Perenco

Après plusieurs années de difficultés sociales et des multiples rebondissements dans la gestion de la crise de Petrofac à Kerkennah, ponctués par plusieurs menaces de quitter la Tunisie et des interventions des autorités pour trouver une solution au blocage de l'activité du champ gazier de l'île, la société Petrofac a conclu un accord de cession de sa participation de 45% dans le champ gazier de Chergui (les autres 55% sont détenus par l'ETAP) avec la société franco-britannique Perenco.

L'opération devrait être conclue d'ici la fin de l'année 2018. La société Perenco exploite en Tunisie plusieurs champs de production de gaz, plus précisément dans le sud tunisien.



Lire sur le web : [Cliquez-ICI](#)



La BIAT organise une rencontre économique autour de la loi de finances 2019



Qu'est-ce qui bloque la percée des entreprises tunisiennes sur les marchés africains subsahariens?



Selon certaines données, on dénombre aujourd'hui entre 5.000 et 15.000 tunisiens établis dans les pays d'Afrique subsaharienne. Et on parle d'environ 250 entreprises tunisiennes installées dans ces pays. Près de 150 entreprises tunisiennes y auraient de filiales.

Ces entreprises opèrent essentiellement dans les domaines de l'engineering, les TIC, le BTP, l'industrie, le commerce et la distribution, etc.

Les entreprises tunisiennes exportent vers l'Afrique subsaharienne sont : services, santé, engineering et études et autres produits industriels.

A l'analyse, on pense que c'est très peu pour un pays qui compte comme la Tunisie pas mal d'atouts dans différents secteurs.

A titre de comparaison, on dénombre plus d'un millier d'entreprises marocaines en Afrique subsaharienne. C'est en tout cas le chiffre donné par le ministre chérifien des Affaires étrangères et de

la Coopération internationale, Nasser Bourita, le 8 juin 2018 en marge de la célébration de la Journée de l'Afrique au Maroc sous le thème : "Le Maroc: Un acteur pour une émergence collective en Afrique". Ces 1000 entreprises ont investi environ 2,2 milliards de dollars dans différents pays et secteurs en Afrique noire.

Alors plusieurs questions peuvent être posées pour comprendre cette situation. D'abord, est-ce parce que les Tunisiens estiment que l'Afrique ne présente pas d'intérêt économique pour la Tunisie ? Est-ce dû au problème de financement, aux difficultés de transport, à une vision politique réelle pour l'Afrique ? Avons-nous, ici en Tunisie, saisi le potentiel de croissance économique de l'Afrique au sud du Sahara ? Est-ce la politique de visa ?

Difficile à notre niveau de pouvoir répondre à ces interrogations, mais nous pensons qu'il s'agit de cela à la fois. D'ailleurs, Webmanagercenter a à plusieurs reprises dénoncé le manque d'ambition des Tunisiens pour l'Afrique. Nous avons également dénoncé la

politique de visa pratiquée par la Tunisie sur certains pays africains lesquels appliquent une réciprocité, ce qui pénalise des hommes d'affaires tunisiens. C'est le cas en outre du Congo (un visa pour aller dans ce pays coûterait 600 dinars pour une seule entrée, nous expliquait il y a quelques jours un homme d'affaires).

En fait, tout ce passe comme si l'information –devenue plus que jamais le nerf de toute réussite- ne représentait pas grand-chose pour la Tunisie. Ici on préfère les bla-bla, les discours creux, on fera ceci, on fera cela... mais jamais ou rarement du concret. Or, rien qu'en matière de services (informatique, TIC, santé...), la Tunisie est en mesure d'améliorer sa position en Afrique subsaharienne. Mais ce faire, il faut aller vers le concret, séparer le politique de l'économique.

D'ailleurs, nous connaissons certaines entreprises tunisiennes qui réalisent l'essentiel de leur chiffre d'affaires dans les pays subsahariens sans faire du bruit et surtout sans aucune aide des autorités publiques.

Ceci étant, d'autres entreprises n'arrivent pas à percer sur le terrain africain à cause de notre administration qui n'est pas en phase avec le département des Affaires étrangères (exemple: l'affaire de la non double imposition signée entre la Tunisie et la Côte d'Ivoire mais non appliquée dans les faits par la DGI tunisienne).

Il faut donc cesser d'avoir cette mentalité d'antan selon laquelle "les marchés d'Afrique subsaharienne sont difficiles". A l'instar du monde entier, nous devons comprendre une fois pour toutes que l'Afrique constituera pour plusieurs années voire décennies le chantre de la croissance mondiale (5% de croissance, en moyenne par an).



Les banques doivent contribuer à la création des conditions favorables à l'intégration économique africaine



“**L**es banques et établissements financiers d'Afrique sont appelés à contribuer à la création des conditions favorables à l'intégration économique et sociale pour un continent uni et prospère”. C'est le souhait de la présidente du Club des dirigeants de banques et établissements de crédits d'Afrique, Aïssata Sidibé Koné, lundi 25 juin 2018.

Intervenant à l'ouverture du Forum annuel du club (les 25 et 26 juin 2018) à Tunis, elle a indiqué que “l'événement est une formidable occasion pour appuyer les banques et les entreprises africaines et pour encourager leur ouverture sur de nouveaux horizons, de nouvelles opportunités et une nouvelle coopération sud-sud”.

“C'est aussi une occasion pour proposer des moyens et mécanismes novateurs pour un partage d'expérience de coopération sud-sud”.

Mme Koné ajoutera que “le Traité de libre-échange continental africain, lancé en mars 2018 et signé par 44 pays africains, est un défi important dont la mise en œuvre effective nécessitera, sans doute, des financements

adaptés et innovants mais également des solutions africaines quant à la bancarisation et l'accès aux services financiers de premier ordre”.

De son côté, le vice-président du Club, Habib Karaoui, a confirmé que les banques et les établissements financiers sont un vecteur essentiel pour assurer l'intégration du continent africain. “Ce sont ces institutions qui facilitent les transactions, financent et favorisent le partenariat et veillent à la réalisation d'un développement pérenne conçu sur le temps long”, a-t-il déclaré.

Pour les banques tunisiennes, Karaoui a avancé qu'il faut de la volonté et un peu de souffle pour que les banques puissent profiter des opportunités offertes pour assurer leurs implantations sur le continent africain.

Le président de l'Association professionnelle tunisienne des banques et établissements financiers (APTBEF), Ahmed El Karm, a affirmé la forte volonté des banques tunisiennes à s'implanter dans les pays africains, mais il leur faut des ressources financières importantes, des partenaires et des relations diplomatiques solides.

La Tunisie parie sur le marché africain en tant que destination à ses exportations

Le Club des dirigeants de banques et établissements de crédits d'Afrique en conclave à Tunis

ENTREPRISES

Al Karama Holding présente les sept groupes financiers candidats pour l'acquisition des participations publiques dans le capital de la Banque Zitouna et de Zitouna Takaful



DISTINCTIONS

L'Académie navale de Menzel Bourguiba est une fierté pour la Tunisie

Une Tunisienne intègre l'Académie américaine des arts et des sciences du cinéma

Tunisie : SOPAT, Teleperformance, IMI et Herbotech Aroma, récipiendaires du Prix Hannon

Al Karama Holding a présenté, mardi 26 juin 2018, les sept groupes financiers parmi lesquels des banques tunisiennes pour l'acquisition des participations publiques directes et indirectes détenues dans le capital de la Banque Zitouna (69,15%) et celui de Zitouna Takaful (70%).

Al Karama Holding, chargée de la gestion des entreprises confisquées, précise que la liste des candidats pré-qualifiés se présente comme suit:

- 1- La Banque Centrale Populaire (Maroc)
- 2- Coris Holding (Burkina Faso)
- 3- Le Consortium: Crédit Immobilier et Hôtelier "CIH BANK" (Maroc)
- Qatar International Islamic Bank "QIIB"

(Qatar) – Caisse de Dépôt et de Gestion "CDG" (Maroc)

4- Arab Tunisian Bank (Tunisie)

5- Le Consortium : Amana Sàrl (Tunisie) – Alfa Lux Sàrl (Luxembourg)

Moulin Holding (Tunisie) – Rusd Investment Bank INC (Malaisie)

Consortium Tuniso-koweïtien de développement "CTKD" (Tunisie)

6- La société Majda Tunisia (Tunisie)

7- Le Consortium: Super Mousse (Tunisie)- Fethi Neifar (Tunisie).

Pour ce qui est de la cession des biens confisqués, Al Karam Holding s'apprête à céder dans le courant de l'année certains d'entre eux, telles que la Société Goulette Shipping Cruise et la Société Utique de développement agricole.

[Lire sur le web : Cliquez-ICI](#)

ENTREPRISES



Khemaïes Jhinaoui appelle la Chine à faciliter l'écoulement des produits tunisiens sur le marché chinois

Khemaïes Jhinaoui a eu un entretien, vendredi 29 juin, avec Chen Min'er, ...

[Lire sur le web : Cliquez-ICI](#)



La BCT à la recherche de solutions pour la gestion des réserves de change

La Banque Centrale de Tunisie (BCT) vient de lancer un appel d'offres international pour la désignation d'un bureau d'étude pour la réalisation d'une mission d'assistance à l'acquisition ...

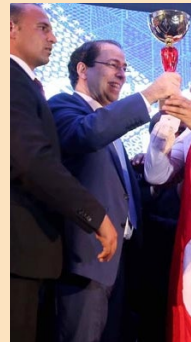
[Lire sur le web : Cliquez-ICI](#)



Un Executive Master en finance islamique à l'Université Dauphine I Tunis

Encore embryonnaire en Tunisie, la finance islamique est un secteur dynamique dans bon nombre ...

[Lire sur le web : Cliquez-ICI](#)



C'est ESPRIT qui représentera la Tunisie à Enactus World Cup en Californie

L'Ecole Supérieure Privée d'Ingénierie et de Technologies (ESPRIT) a remporté, mardi 3 juillet, le prix de la 9e ...

[Lire sur le web : Cliquez-ICI](#)



Tunisie-Espagne : Hédi Ben Abbes, «ambassadeur» de l'ARES BANK

Hédi Ben Abbes, ancien secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères et ex-conseiller principal diplomatique du ...

[Lire sur le web : Cliquez-ICI](#)



Le français Lesaffre veut nouer un partenariat avec une entreprise tunisienne dans l'agroalimentaire

Une délégation d'investisseurs français a exposé, mardi 3 courant, lors d'une rencontre avec le chef du ...

[Lire sur le web : Cliquez-ICI](#)



Bricorama Tunisie de nouveau en vente judiciaire

La Banque de Tunisie met de nouveau en vente judiciaire le lot de terrain sur lequel est bâti le complexe commercial Bricorama Tunisie pour le bricolage et ...

[Lire sur le web : Cliquez-ICI](#)



La Banque islamique de développement dévoile sa nouvelle identité de marque

La Banque islamique de développement (BID) a révélé, le 5 juin 2018, pour la première fois de son ...

[Lire sur le web : Cliquez-ICI](#)

Youssef Chahed propose un pacte entre l'industrie tunisienne du médicament et le gouvernement

En déplacement à Hammamet, jeudi 28 juin, à l'occasion du Forum international médical de Réalités sur le thème "l'industrie pharmaceutique tunisienne face à ses défis", le chef du gouvernement, Youssef Chahed, a proposé un deal avec les industriels du médicament.

Chahed propose aux fabricants de produits pharmaceutiques en Tunisie à conclure un contrat d'objectifs avec le gouvernement dans lequel les professionnels du secteur s'engagent à atteindre un certain nombre d'objectifs en matière d'emploi, de production et d'exportation contre l'engagement du gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour impulser davantage le secteur jusqu'à la réalisation des objectifs nationaux dont en premier lieu l'approvisionnement du marché en quantités suffisantes de médicaments dont les prix seront raisonnables.

Il a également souligné que le gouvernement attache la plus grande importance à la résolution de la crise de la Pharmacie centrale qui souffre de graves problèmes qui ne diffèrent pas beaucoup, selon lui, des difficultés que rencontrent plusieurs institutions publiques.

Il s'agit de lancer un programme de sauvetage de cette institution à travers la fourniture, à court terme, de liquidités d'une valeur de 500 millions de dinars pour résoudre, de toute urgence, le problème de manque de médicaments. Mais cette mesure demeure insuffisante face à la nécessité de revoir la gouvernance du secteur avec la participation de toutes les parties prenantes.

Le gouvernement est soucieux, a-t-il ajouté, de mieux organiser le secteur à travers l'élaboration d'une stratégie



naionale impliquant tous les participants à travers une meilleure organisation des circuits de distribution et l'adoption d'un système numérique garantissant une bonne distribution dans les secteurs public et privé, indiquant le lancement de l'expérience de distribution numérique dans les hôpitaux et les pharmacies, outre la nécessité d'œuvrer pour rationaliser la consommation de médicaments en Tunisie.

Le chef du gouvernement a mis l'accent sur l'importance stratégique et vitale du secteur de l'industrie pharmaceutique en Tunisie qui demeure liée à la sécurité médicamenteuse.

Il a ajouté que le secteur qui emploie des compétences et des ressources humaines tunisiennes, a réussi à atteindre un taux de croissance de 11% ainsi qu'un taux de couverture des besoins nationaux de près de 50% en production nationale, outre les exploits réalisés au niveau de l'exportation (100 millions de dinars) et des investissements (près de 500 millions de dinars).

Le chef du gouvernement appelle les concessionnaires locaux et étrangers à continuer d'investir dans l'industrie pharmaceutique en Tunisie et d'œuvrer en vue de doubler la valeur des exportations, d'autant que l'industrie pharmaceutique tunisienne est capable, selon lui, de relever tous les défis à travers l'ouverture à l'espace maghrébin, africain et méditerranéen.

Il a souligné, dans le même contexte, la nécessité de renforcer l'exportation des médicaments et des services de santé à travers l'élaboration d'une stratégie nationale à cet effet et la création d'une société tunisienne de médicaments et produits pharmaceutiques à l'instar des pays développés.

Chahed a souligné que la promotion du secteur nécessite, également, la simplification des procédures en vue de réduire les délais d'octroi d'autorisations de mise sur le marché tunisien.

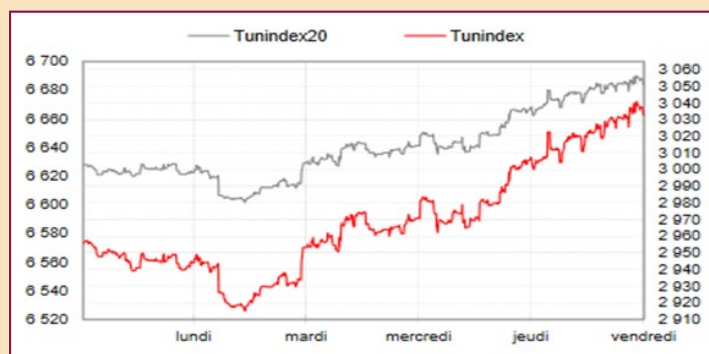
De son côté, le président du forum de Réalités, Taieb Zahar a souligné que cette rencontre à laquelle participent des experts Tunisiens et étrangers, offre l'occasion de débattre des solutions qui aident les fabricants de médicaments à relever les défis auxquels ils sont confrontés, en particulier la fourniture de médicaments aux Tunisiens et le doublement des quantités de médicaments exportées.

Il a ajouté que les travaux du forum seront couronnés par des recommandations pratiques qui seront soumises à la présidence du gouvernement pour s'en inspirer lors de l'élaboration d'une stratégie nationale visant la promotion du secteur de l'industrie pharmaceutique en Tunisie, qui demeure, selon lui, l'une des industries les plus prometteuses capable d'impulser l'emploi, l'investissement et l'exportation.

BOURSE

Indices	Variation sur l'année
Indice des sociétés financières	↗ 33,74%
Indice des banques	↗ 35,26%
Indice des Assurances	↗ 19,36%
Indice des Services Financières	↗ 20,55%
Indice des Services aux consommateurs	↗ 3,11%
Indice des Distribution	↗ 2,42%
Indice des biens de Consommation	↗ 31,28%
Indice de l'Automobile et équipements	↗ 2,69%
Indice Agro-Alimentaire et Boissons	↗ 39,50%
Indice Produits Menagers et de son Personnel	↘ -4,06%
Indice des Industries	↗ 1,87%
Indice de Batiment et Matériaux de Construction	↘ -10,57%
Indice Matériaux de Base	↗ 32,67%

Tunindex (06/07/2018) 8 098,38 **+0,06%** ⁽¹⁾
 (1) Depuis le début de l'année



Plus fortes Hausses

Valeur	%
SOPAT	+ 15,48%
TELNET HOLDING	+ 12,43%
MODERN LEASING	+ 5,55%
MONOPRIX	+ 5,16%
STAR	+5,01%

Plus Fortes Baisse

Valeur	%
STEQ	-20,21%
SANIMED	-8,95%
TAWASOL GP HOLDING	-7,89%
UADH	-4,91%
CELLCOM	-4,47%



Bourse de Tunis : Telnet réalise un CA de 43,5 MDT au titre de 2017



Bourse de Tunis : Le Tunindex atteint un niveau historique, en dépassant la barre des 8000 points



SOPAT : Retard de la publication des états financiers de l'année 2017



Attijari Leasing : Clôture des souscriptions à l'emprunt obligataire



Bourse de Tunis : Marché dominé par des transactions de blocs sur la SFBT



L'ATCF plaide pour une accélération de la modernisation de la réglementation de la Place de Tunis

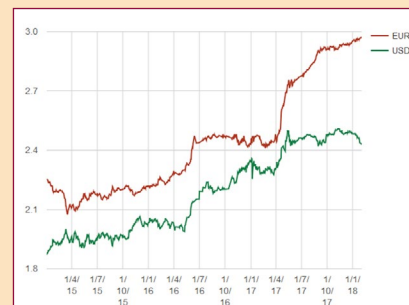
INDICATEURS FINANCIERS

TM (11/07)	7,25%
TMM (06)	6,72%
TRE (épargne) Juillet 2018	5%
Avoirs Devises (11/07)	11 757 MDT (77 Jours)

Cours Moyen des Devises
10/07/2018

	Unité	Valeur
CAD	1	1,9952
USD	1	2,6422
GBP	1	3,4686
JPY	1000	23,5498
MAD	10	2,7775
EUR	1	3,1389
LYD	1	1,9172

Evolution des cours de l'EURO et du Dollar en Dinar tunisien
(Du 1-1-2015 au 22-2-2018)



La BAD accorde un prêt de 44,51 M€ au "Bassin du Lac Tchad"



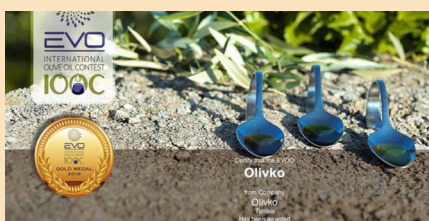
L'euro lesté face au dollar par les incertitudes sur l'Italie



Le projet de loi sur le Registre national des entreprises est une bonne chose (Mounir Mouakhar)



Et la France perd son statut de "1er fournisseur commercial" de la Tunisie au profit de l'Italie



L'huile d'olive tunisienne remporte quatre médailles au concours international L'EVO-IOOC (Italie)



Projet de loi sur l'économie sociale et solidaire : Insuffisances (LAB'ess)



Création d'une unité d'emballage de viande cameline au sein du nouvel abattoir à Tozeur



1500 personnes attendues à la 32e AG de l'UGAA à Hammamet en juin



Les exportations des produits de la pêche en hausse de 41%

Le langage du corps, une pratique universelle en expansion

Une rencontre, tenue jeudi à Tunis, autour du thème “Regards contemporains sur les danses arabo-berbères”, a soulevé la question de la danse en tant que pratique universelle qui ne se limite pas à un espace ni à une identité quelconque.

Présentée dans le cadre des Journées chorégraphiques de Carthage, la rencontre a été marquée par la présence de spécialistes dont Nejma, dramaturge, curateur dans les arts de la scène, basée à Bruxelles, s'intéresse au langage du corps dans le monde arabe. Au lieu de danse, elle préfère l'expression langage du corps et dit être plutôt portée par la pratique de la danse dans les villes.

Beyrouth, Le Caire, Marrakech, Casablanca, Alger ou Tunis sont devenues les vitrines des performances des danseurs et chorégraphes pour s'exprimer à travers ce langage du corps dans une scène citadine qui grouille en projets de danse et chorographies. Elle évoque “le besoin d'initiatives de documenter, laisser trace et partager avec le reste du monde nos créations et nos langages du corps”.

Cette spécialiste associée à différents festivals de la région, donne son bilan de cette forme d'art qui a connu durant les dix dernières années un réel changement.

Les artistes du langage du corps au Maghreb et le Moyen Orient, sont “devenus des opérateurs actifs”, dit-elle. Elle présente les expériences d'artistes en lien avec ce monde complexe rythmée de faits contradictoires, entre drames, conflits, rêves et espoirs.



Ils s'approprient l'espace public et temporel pour faire sortir ce cri intérieur, -parfois très intime-, à la fois poétique, pure et brutal.

Elle utilise le mot “alliance du sens” pour parler d'expériences variées chez les artistes de la région arabe. Le langage du corps traduit une conviction et opte pour une démarche de partage, de solidarité et d'engagement dans des manifestations comme Dream City en Tunisie.

Gratuité et proximité du peuple marquent ces expériences souvent singulières qui offrent une dynamique intéressante à l'espace public. Il y eu l'émergence de langages qui se sont développés selon des outils bien propres à chaque artiste proposant une écriture puisée dans son territoire très proche.

La spécialiste déplore l'absence d'écoles de danse en région Maghrébine et Moyen-orientale -à l'exception de Tunis-, une situation qui n'a pas empêché les artistes à développer leurs propres outils donnant lieu à des créations novatrices en lien avec le monde qui les entoure.

Souad Matoussi, anthropologue de la danse, a parlé de la dimension maghrébine et berbère de la danse à travers son étude des danses traditionnelles en Tunisie. D'après ses constats, il existe une technique tunisienne de la danse, héritée des différentes civilisations, qui varie d'une région à l'autre.

Un patrimoine itinérant d'une tradition corporelle peu valorisée et connue, ce qui a contraint cet héritage culturel à rester cloîtré dans un aspect folklorique.

Lire sur le web : [Cliquez-ICI](#)

Agenda



01/11

La BERD tiendra son sommet régional d'investissement en Tunisie,



30/11

Le comité des experts du CEA en conclave à Tunis



14/11

Organisation de la 22ème édition du rendez-vous d'affaires "FUTURALLIA", du 14 au 16 novembre 2018, en Tunisie



05/07

Le Forum économique franco-tunisien à Marseille

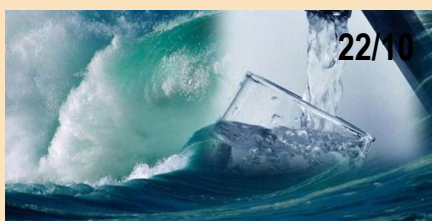


30/06

Débat sur les entraves à l'export



Journée d'Ouverture de la Campagne de la Figue de Djebba AOC à Béja



22/10

Hammamet abritera, en octobre, un colloque international sur l'eau et l'environnement (STEE'2018)



18/09

Tunis abritera en septembre prochain une conférence internationale sur les perspectives du partenariat public-privé



07/08

La Fédération de la chaussure et le ministère du Commerce s'opposent sur la date de démarrage des soldes d'été



10/10

La 13ème édition du SIAT 2018 se tiendra du 10 au 13 octobre



30/06

30 exposants tunisiens participent au salon "Summer Fancy Food Show" à New York



15/06

Saison bleue: 200 événements sur la côte tunisienne, du 15 juin au 30 septembre 2018



19/06

Bourse de Tunis : Unimed, proposera un dividende de 0,235 dinar par action



30/06

Le CEPEX invite les entreprises tunisiennes à participer au Summer Fancy



30/08

Bourse de Tunis : Sits, Ago le 31 août 2018

AUDIENCE WMC PORTAIL

(2017 - source Google Analytics)

+ de **7 Millions**
Visiteurs Uniques

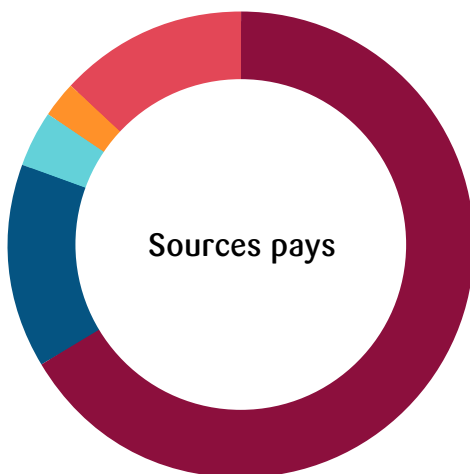
+ de **12 Millions**
Visites

+ de **23 Millions**
Pages Vues

L'Offre de ciblage intégrée la plus puissante du web tunisien

CSP+, Cadres, Dirigeants... associé à un ciblage large public (depuis 2000)

WEBMANAGERCENTER



■ Tunisie 66% ■ France 14% ■ Algérie 4%
■ Maroc 3% ■ Autres 13%

5':44 minutes

Temps moyen passé sur le site

+ de **50%**
d'utilisateurs sur mobiles
et tablettes



Plus de 400 000 Fans
sur nos différentes pages



Plus de 70 000 Abonnés
sur nos différents comptes